



EUROPE ECOLOGIE- LES VERTS CERGY PONTOISE

La lettre infos-actions – printemps été 2015

11, rue A. Prachay 95300 PONTOISE
<http://valdoise.eelv.fr/> eelv.cergy-pontoise95@orange.fr

Elections départementales

Cinq cantons couvraient en partie le territoire de notre agglomération. Europe Ecologie Les Verts a présenté des candidatures autonomes dans 4 des 5 cantons. Nos candidats y ont obtenu des scores satisfaisants : 8,02 % canton de Saint-Ouen-L'Aumône, 9,49 % canton de Pontoise, 8,08 % canton de Cergy1-Osny et 10,75 % canton de Cergy 2. Dans le canton de Vauréal, l'alliance EELV/Front de Gauche a obtenu 8,50 %. Ces bons résultats nous encouragent à poursuivre notre action mais ne permettent pas de siéger au Conseil départemental. C'est donc autrement qu'il nous faut agir et peser sur les décisions, infléchir la politique des collectivités locales. Pour cela nous avons besoin de vous, de votre soutien, de votre engagement et à nouveau de vos voix aux élections régionales en décembre.

Merci à tous les électeurs qui nous font confiance.

Pierrette Borgne, Secrétaire EELV Cergy-Pontoise

Réouverture au fret de la ligne J

Nombreuses sont les difficultés soulevées par ce projet de faire circuler à nouveau des trains de fret sur cette ligne Paris Gisors : traversée du PNR et de ses fragiles zones humides, faisceau déjà saturé par le trafic voyageur matin et soir, multiples passages à niveau dangereux mais essentiels à la vie des communes, nuisances vibratoires à proximité, nuisances sonores dues au matériel roulant et aux infrastructures comme à la vitesse...

Localement et régionalement EELV s'implique pour obtenir l'évolution des réglementations et pour que RFF et la SNCF prennent mieux en compte les remarques et demandes formulées pendant les réunions de concertation.

Bénédicte Ariès, Pontoise

Dossier Panhard

Le groupe immobilier PANHARD veut construire des locaux « en blanc » -sans affectation pré-déterminée- à Puiseux pour les louer à des entreprises de transport logistique : 53000 m2 d'entrepôts sur 16 ha. Au bord de la RN14, à l'entrée de Cergy-Pontoise. Avec stockage potentiel de nombreux produits inflammables, dangereux, d'où un classement SEVESO (seuil bas).

Il ne faut plus favoriser le « tout camion » quand Saint-Ouen-l'Aumône dispose de locaux libres avec desserte route/fer/eau ! N'ajoutons pas 1200 véhicules/jour (600 P.L.) sur un axe déjà saturé par 90 000 véhicules/j ! Quelle garantie pour 320 emplois (largement surestimés), sans connaître les utilisateurs ? Les bâtiments peuvent rester vides ou flamber comme à la Courneuve. EELV a souligné ces points lors de l'enquête publique.

Signons la pétition lancée par les riverains sur le site <https://www.change.org/p/mr-le-prefet-du-val-d-oise-interdisez-l-entrepot-seveso-a-puiseux-pontoise>

Jacqueline Lorthiois, Cergy



DANGER !

TAFTA

Négoié trop discrètement depuis juillet 2013, le projet d'accord commercial transatlantique TAFTA ou *Trans-Atlantic Free Trade Agreement* se heurte à l'opposition citoyenne. Il concernera bien des domaines de notre quotidien (accès aux médicaments, sécurité alimentaire ...) et confiera à des experts privés le règlement des différends entre les entreprises et les états.

Soutenez l'initiative citoyenne auto-organisée qui compte déjà 1 700 000 signatures :
<https://www.collectifstoptafta.org/>
Petit film pédagogique sur le projet TAFTA :
<https://www.youtube.com/watch?v=F-nbvii3Keo>

Industrie nucléaire : pleine dérive et scandale permanent !

Nouveau déficit record d'AREVA après ceux des années précédentes, projet EPR à Flamanville (Manche) en pleine dérive budgétaire (passé de 3,3 milliards d'euros à près de 10), non-conformité de la cuve de l'EPR, découverte de fissures plus importantes et plus nombreuses sur des cuves de réacteurs en Belgique (qui sont du même type que celles en France), sans compter les centaines de milliers de tonnes d'uranium appauvri qui stockées un peu partout en France...

Néanmoins, EDF souhaite prolonger la durée de vie des réacteurs au-delà de 40 ans, ce qui pose des questions en matière de sécurité. De plus, divers rapports (Cour des Comptes, commission parlementaire ...) annoncent l'augmentation des coûts d'exploitation, de mise aux normes, de démantèlement des centrales.

Qu'importe, l'Etat poursuit sa fuite en avant en faisant le forcing pour construire à Bure (Meuse) un site d'enfouissement de déchets radioactifs en couche géologique profonde, projet posant de nombreuses interrogations techniques (pas d'assurance sur la non-contamination du sous-sol) et dont le coût, là aussi, augmente.

Un joli mois de mai marqué par une nouvelle révélation : dans la centrale nucléaire de St-Laurent-des-Eaux (Loire et Cher), deux des dix plus graves accidents nucléaires du monde se sont produits en 1969 et en 1980. Sur la base de documents confidentiels, restés secrets pendant 35 ans, un documentaire diffusé sur Canal Plus révèle qu'EDF a sciemment rejeté du plutonium dans la Loire suite à l'accident de 1980.

Nous vous invitons à voir ce documentaire :
<https://www.youtube.com/watch?v=prBMMMAb5jM>

Où sont donc les emplois ?

AREVA, au bilan financier catastrophique, vient d'annoncer 3000 à 4000 licenciements en France ! Cela alors qu'une étude de l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie) montre que la France pourrait atteindre 100 % de l'électricité produite par des sources renouvelables d'ici 2050 si elle s'en donnait les moyens.

Marc Denis, vice-président à la CACP

Le statut de l'animal

Le 28 janvier dernier l'Assemblée Nationale a adopté un texte reconnaissant enfin que « les animaux sont des êtres vivants, doués de sensibilité ». Mais l'animal reste soumis juridiquement au régime des biens. Les associations de défense des animaux jugent donc le texte un peu timoré.

Sur notre territoire, l'AFELP (Association Féline de Pontoise), créée en 2009 est très active pour protéger les chats errants. Limiter la prolifération des chats et les nuisances induites, identifier, soigner et faire adopter les chats ou les replacer sur leurs lieux de vie, nouer des contacts avec le voisinage, les gardiens, les nourrisseurs, renforcer le lien social sont les grands objectifs de cette association. Certaines communes ont signé une convention avec l'AFELP, il faut que d'autres le fassent. Les communes sont aussi confrontées aux problèmes de prolifération de lapins, pigeons, renards, ragondins. Ces animaux perçus comme des nuisances sont souvent des sources de conflits et de plaintes parmi les habitants. Là encore des associations peuvent aider les villes à aborder ces questions sans maltraitance animale et sans recours à des procédés barbares d'un autre temps (pièges à renards !). Il vaudrait mieux par exemple respecter les cycles de reproduction, stériliser les animaux, modifier leur milieu de vie.

Plus généralement la misère animale doit être dénoncée et combattue. Les écologistes s'opposent notamment à l'élevage intensif (comme les fermes de 1000 vaches) qui génère maltraitance des animaux et viande et lait de très mauvaise qualité au mépris de notre santé.

Droit d'Interpellation Populaire

Ce « DIP » obtenu par EELV permet à tout Francilien de plus de 16 ans de proposer et de signer une pétition pour inscrire un sujet précis à l'ordre du jour de l'assemblée plénière du Conseil Régional. Si le texte réunit plus de 50.000 habitants d'Île-de-France, il pourra alors être inscrit à l'ordre du jour. La 1^{ère} interpellation concerne l'extension du stade de Roland Garros à la place des serres d'Auteuil.

<http://www.iledefrance.fr/droit-interpellation-populaire-signer-proposer-petition>

